Une perspective de genre pour les biens communs

Elisabetta Cangelosi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insituarss/1049>

DOI : 10.4000/insituarss.1049

ISSN : 2680-4972

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Elisabetta Cangelosi, « Une perspective de genre pour les biens communs », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 24 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/1049> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituarss.1049>

Ce document a été généré automatiquement le 24 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Une perspective de genre pour les biens communs

Elisabetta Cangelosi

- ¹ Le débat sur les biens communs est particulièrement d'actualité¹. Les biens communs sont notamment un sujet de réflexion dans le domaine politique (parmi les mouvements sociaux comme au sein de certaines administrations locales – cela en particulier en France, Italie et Espagne), dans le domaine de l'économie, plus spécifiquement de l'économie sociale et solidaire (étant donné que les biens communs sont souvent présentés comme une alternative à la crise économique et sociale), et finalement dans le domaine du droit puisque la définition juridique des biens communs reste un sujet débattu. Les questions de genre sont quant à elle un sujet extrêmement transversal : les principes de l'approche intégrée de la dimension de genre (autrement désignée « *gender mainstreaming*² ») – c'est-à-dire la nécessité de prendre en considération l'inégalité entre hommes et femmes, l'impact différentiel et les besoins spécifiques – sont répandus dans toutes actions et interventions entreprises aussi bien au niveau des organisations internationales, des administrations publiques que des instances locales. Cependant, très peu nombreux sont les chercheurs qui ont analysé les relations entre biens communs, droits des femmes et justice de genre³. Parmi les mouvements féministes (et en particulier dans la perspective écoféministe), un intérêt existe, aussi bien dans les pratiques que dans la réflexion politique⁴, mais le point de repère théorique principal (et presque unique) reste la réflexion menée par Silvia Federici, traduite en plusieurs langues et adaptée en plusieurs circonstances⁵.

Figure 1

Silvia Federici est parmi les premières à avoir mis en relation la question des communs, de la terre et des corps des femmes. L'écrivaine et activiste féministe Silvia Federici, mai 2014.

© Marta Jara, distr. Wikimedia Commons (licence CC BY-SA 3.0 ES).

- 2 La dimension de genre et l'approche féministe offrent pourtant une perspective d'analyse intéressante pour interpréter les dynamiques liées aux biens communs, à la fois eu égard au rôle joué par les femmes dans la protection, la tutelle et même la « réinvention » des biens communs et des rapports de propriété⁶, et eu égard à la pertinence des batailles en faveur des biens communs dans les luttes pour le droits de femmes et la justice de genre.
- 3 Il est donc intéressant d'appliquer une perspective de genre non seulement parce que les déséquilibres de pouvoir caractérisent tous les aspects de la société (y compris donc les biens communs), mais aussi parce que cette perspective contribue à renforcer l'interprétation des biens communs comme outil de changement social. De plus, en considération de la diversité des contextes, les biens communs contribuent à redéfinir les modalités d'accès des femmes aux ressources ainsi qu'au patrimoine immatériel⁷ et aux droits sociaux.
- 4 Ainsi, une perspective « de genre » contribue mieux que d'autres approches interprétatives à relier les différentes typologies des biens communs. Touchant les notions de communs urbains et de droit au logement, de droits à la terre et de justice environnementale, aussi bien que les notions de travail productif et de travail reproductif, la réinvention des communs et les revendications des femmes se renforcent réciproquement.

Droits à la terre et justice environnementale

Terres communes

- 5 Parmi les différentes formes de droits à la terre, les droits relatifs aux terres communautaires s'avèrent particulièrement significatifs. Comme le montrent les données collectées par la campagne Land Rights Now⁸, près de 2,5 milliards d'hommes et de femmes autour du monde sont étroitement liés à des terres autochtones et/ou communautaires (pour un total de 50 % des terres cultivées dans la planète) qui constituent le socle de leur existence. Toutefois, leurs droits ne sont reconnus que pour 10 % de ces terres. Malgré l'importance fondamentale de ces terres pour la vie des individus et de leur communauté⁹, les systèmes de gestion communautaire, qui constituent un modèle alternatif de « propriété », sont de plus en plus menacés¹⁰ par la marchandisation, l'accaparement des terres et la pression économique, ainsi que par les conflits, par des systèmes juridiques inadéquats et par des facteurs démographiques¹¹.
- 6 Les modalités de gestion communautaire sont très spécifiques et peuvent présenter des variations importantes d'un contexte à un autre. Les mécanismes de gestion des terres communes étant fondés sur les relations intra-communautaires, ils sont nécessairement partie prenante des dynamiques de genre. Dans tous les cas, qu'il s'agisse de terres de peuples autochtones ou de terres de communautés locales, la gouvernance est gérée de façon communautaire et collective, souvent fondée sur des traditions anciennes¹². Cependant, l'une des caractéristiques les plus importantes de la gestion communautaire des terres, en particulier concernant le rôle des femmes, est de ne pas être statique. Ses modalités sont ajustées, adaptées génération après génération, de façon à ce que les droits communautaires puissent s'adapter aux besoins spécifiques de la communauté, et permettre à celle-ci de faire face aux menaces externes et internes¹³.
- 7 Qu'elle soient ou non reconnues par un système juridique, ces terres communes reflètent une vision très spécifique de l'accès, de l'usage et de la gestion de la terre (autant de points fondamentaux dès lors que l'on aborde le sujet des biens communs) par la promotion d'une approche réfutant le concept de propriété privée, souvent considéré comme un héritage du colonialisme¹⁴, et d'une alternative à une vision fondée sur la valeur marchande de la terre plutôt que sur les droits de ceux qui l'habitent¹⁵. Ces deux aspects convergent vers l'affirmation que les terres communes représentent une alternative, et parfois une opposition explicite, aux politiques néolibérales.

Une tension positive

- 8 Jouant un double rôle, à l'intérieur de leur communauté et en lien avec les menaces externes, les femmes contribuent à redéfinir l'imaginaire relatif à leur rôle dans la société ainsi qu'à la gestion des terres. En effet, la propriété commune des terres et l'absence de titres de propriété qui en est la conséquence a souvent été considérée comme préjudiciable aux femmes, du fait de leur faible (ou inexistante) représentation au sein d'organes décisionnels communautaires participant d'un système traditionnel qui ne reconnaît (ou ne reconnaît pas suffisamment) les instances et les intérêts des

femmes¹⁶. À considérer les terres communes sous la perspective des droits des femmes, une situation paradoxale semble se présenter : les deux apparaissent en opposition. Défendre les uns semble menacer les autres en une sorte de dichotomie : selon certains, promouvoir la propriété privée permettrait de favoriser les droits des femmes, c'est pourquoi certaines organisations et communautés considèrent l'approche de genre comme une menace ou même un levier pour faire prévaloir une vision marchande de la terre¹⁷. En réalité, la situation est bien plus complexe, et les femmes qui habitent et cultivent des terres communes se retrouvent à devoir lutter sur deux fronts : d'un côté pour protéger les droits de leur communauté, de l'autre pour revendiquer leurs propres droits à l'intérieur de cette même communauté¹⁸.

- 9 Étant donné l'ancrage des mécanismes de gestion des terres communautaires dans les droits coutumiers et les normes traditionnelles, il est en effet incontestable que les intérêts des femmes y courent le risque d'être marginalisés. Toutefois, on constate qu'une réinterprétation des dynamiques sociales, inspirée par les revendications des femmes, constitue un changement de perspective qui contribue à la défense des droits communautaires. De plus, le rôle actif joué par les femmes contre l'accaparement et la marchandisation des terres communes produit un changement dans les dynamiques de genre : en défendant activement leurs droits à la terre et leur terres communes, les femmes acquièrent une position et une responsabilité qui font basculer les dynamiques de genre habituelles, contribuant de la sorte à relever le défi des structures patriarcales et à renégocier les relations de pouvoir à l'intérieur de la communauté – y compris en revitalisant des normes traditionnelles qui protègent les droits de femmes¹⁹ et en établissant de nouvelles dynamiques au sein des ménages²⁰. Cet engagement des femmes dans les rôles décisionnels n'a pas seulement un impact sur leur autonomisation et leur droits mais également sur la communauté entière²¹. Parmi les peuples autochtones, la connexion entre femmes et communs se renforce ultérieurement car les femmes autochtones se mobilisent pour protéger non seulement des terres communes mais aussi des traditions et des normes ancestrales : leur biens communs matériels sont interconnectés à leur biens communs immatériels²².
- 10 Une lecture des biens communs fonciers au prisme du genre met en évidence une interaction entre innovation et tradition qui promeut un changement des dynamiques de pouvoir internes à la communauté, et la construction ou la défense d'une perspective économique et sociale alternative au modèle économique dominant. Qu'il s'agisse de peuples autochtones ou de communautés rurales, qu'il s'agisse du Rajasthan, des Philippines, de l'Amérique centrale ou de l'Europe, les femmes jouent un rôle dans la défense des terres communes, et cette implication féminine contribue à changer les relations de pouvoir, l'approche du patrimoine matériel et immatériel, et les dynamiques de genre. Repenser les dynamiques communautaires avec et par les femmes implique en outre une valorisation des savoirs traditionnels protégés par ces femmes – telles la médecine traditionnelle et des pratiques ancestrales de gestion – et la transmission de ces savoirs à l'intérieur des familles. Protéger les terres communes signifie donc aussi protéger le patrimoine immatériel des communautés.

Figure 2

Vicky Corpuz, championne de la défense des droits des peuples autochtones, souligne depuis longtemps l'importance du rôle joué par les femmes dans leur communauté, pour protéger la planète et les générations futures.

© Land Rights Now Campaign.

Figure 3

Si les peuples autochtones sont les mieux placés pour défendre la biodiversité de la planète, les femmes et les jeunes générations jouent, parmi eux, un rôle fondamental. Malheureusement, elles sont souvent aussi les plus menacées et affectées par la dévastation capitaliste.

© Land Rights Now Campaign.

Les communs dans les villes : droit à la ville, précarisation, réinvention des espaces culturels

Communs urbains

- 11 Si, dans le domaine des droits à la terre, les spécificités des droits des femmes offrent un champ d'étude amplement analysé et des points de repères intéressants par rapport à la question des terres communes, la situation est plus complexe dans le domaine des communs urbains, qui par nature incluent une variété d'expériences tels que les jardins partagés, les espaces culturels autogérés, les logements occupés et les logements collectifs. Dans le débat contemporain sur les communs comme outil de changement social, les communs urbains, en connexion avec le droit au logement et, plus largement, avec le droit à la ville²³, jouent un rôle fondamental²⁴. Cependant, l'impact différentiel et la perspective des femmes restent relativement inexplorés.
- 12 Pour mettre en évidence quelque parcours interprétatifs, il convient de prendre en considération les éléments qui contribuent à définir les communs urbains (accès, usage collectif et action participative²⁵) et d'analyser le contexte où les expériences de « faire commun » (« *commoning* ») se développent (droit au logement, marginalisation, lutte contre la gentrification). En contexte d'exclusion, affectées par les relations de pouvoir et par les dynamiques de genre, à l'intérieur de la société comme à l'intérieur de leur

famille, les femmes sont les plus fragilisées. Cela s'avère plus prégnant encore pour les femmes migrantes, qui subissent une marginalisation ultérieure en cas de politiques d'intégration faibles ou non sensibles aux questions de genre²⁶.

- 13 Les exemples les plus répandus de biens communs urbains sont liés d'un côté à la réponse à la gentrification et à la crise du logement, d'un autre côté à la réappropriation des espaces urbains (jardins et espaces verts, théâtres, lieux culturels et autres espaces publics abandonnés). Comme cela a été amplement démontré : la réinvention et la revendication des communs urbains implique une articulation alternative du concept et du droit de propriété²⁷ – ce qui n'est pas sans conséquences sur la définition des relations intracommunautaires, des mécanismes de pouvoir et des dynamiques de genre.

Le rôle et l'espace des femmes

- 14 Parmi plusieurs exemples possibles²⁸, nous pouvons mentionner le rôle d'animatrice des femmes, y compris des femmes migrantes, dans le cas de jardins partagés (tels le Jardin Levat à Marseille et le Jardin collectif Velt Koekelberg à Bruxelles) : la participation à ces expériences communautaires génère des liens et des échanges (à la fois avec d'autres femmes et au sein d'une communauté), et encourage l'autonomisation politique propre à la revendication des droits.
- 15 Dans le cas du droit au logement, des exemples de l'impact spécifique sur les femmes, et de leur rôle dans l'expérience de *commoning* peuvent être identifiés en Catalogne. Selon un rapport produit en 2018 par la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH)²⁹ en collaboration avec d'autres organisations³⁰, 40 % des expulsions concernent des femmes isolées ou des familles monoparentales, et 36 % des couples avec enfants. Ce qui fait que dans 76 % de cas d'expulsions, une femme, seule ou avec des enfants est affectée, soit 16 % de plus que les hommes. Les réponses à la crise du logement sont variables, mais la création de réseaux de communauté mentionnée par le rapport de la PAH et en d'autres dynamiques communautaires locales, joue un rôle important³¹ : c'est dans un milieu communautaire que les femmes s'activent pour revendiquer leurs droits³². Le résultat, comme le commentait en 2013 la porte-parole de la PAH³³, est un bouleversement des rôles : les femmes assument des rôles traditionnellement masculins (y compris pour ce qui concerne les luttes politiques et sociales) comme celui de porte-parole, d'interlocuteur de l'administration publique, de coordinateur des actions. Parmi les explications, on peut avancer l'impact de la crise économique – en particulier des expulsions – sur l'image traditionnelle de la masculinité, couplé avec une réaction de quête de solutions pratiques par les femmes. Ces situations donnent une nouvelle visibilité aux femmes, leur donne également une nouvelle force politique et sociale qui se nourrit des actions quotidiennes, de la même façon qu'il en va dans la construction d'une communauté. Comme pour confirmer ces profondes transformations du rôle des femmes, deux ans après l'entretien évoqué ci-dessus, l'ancienne porte-parole de la PAH fut élue maire de la ville de Barcelone. Elle fut la première femme dans l'histoire de la ville à endosser cette fonction.
- 16 Bien que les droits économiques et sociaux des femmes soient particulièrement affectés par la marchandisation, la privatisation et la gentrification de la ville (comme l'étaient les droits des femmes des communautés rurales et autochtones par la marchandisation, la privatisation et l'accaparement des terres), celles-ci contribuent donc activement à

repenser les dynamiques sociales, et se font actrices de la revendication des communs urbains, dans le domaine des nécessités quotidiennes (tel le logement) aussi bien que dans le domaine du patrimoine immatériel qu'elles contribuent à réinventer (par la création d'espaces culturels, par exemple). Les espaces d'agrégation communautaires offrent un rôle important aux femmes. Ils participent de manière active à la construction et au partage des savoirs. Sur le plan culturel, l'expérience triennale du Teatro Valle³⁴ à Rome témoigne d'une implication active des femmes dans la production artistique et des savoirs, ainsi que de l'ouverture d'espaces dédiés aux enfants (liées donc à la question de l'équilibre entre travail productif et reproductif analysée dans le paragraphe suivant)³⁵. L'expérience du Teatro Valle est un excellent exemple de la pertinence des femmes dans la construction du patrimoine culturel immatériel. Il implique notamment la création d'espaces de coproduction et de diffusion pour les artistes engagés dans le domaine des droits des femmes et des questions de genre³⁶, l'engagement dans les luttes des mouvements féministes³⁷, et le soutien et la diffusion d'initiatives, de conférences et de festivals portant sur les questions des genre et les revendications féministes³⁸. La connexion entre production culturelle, revendication des espaces urbains et féminisme dans le contexte du Teatro Valle reste cependant à explorer : la fin de l'occupation, en 2014, a empêché une analyse plus approfondie des dynamiques mentionnées.

Figure 4

Construire les communs c'est (re)construire l'imaginaire... les femmes y jouent un rôle crucial. Teatro Valle Occupado, à Rome.

© Teatro Valle, distr. Creative Commons (sous licence BY-NC-SA 3.0 IT).

- 17 La marginalisation des femmes en contexte urbain est également liée aux dynamiques de précarisation du travail et aux difficultés qui en découlent pour faire valoir leurs droits à la santé et leurs droits de travailleuses. Le déséquilibre entre travail productif et reproductif³⁹ contribue par ailleurs à accroître la précarisation des femmes. Confirmant la nécessité de prendre le genre en considération pour appréhender les communs, les domaines du droit à la santé et du soin (en particulier en lien avec les

enfants) apparaissent parmi les expériences des communs urbains. C'est le cas du laboratoire de santé autogéré Elliniko⁴⁰ à Athènes⁴¹ et de l'espace SCuP!⁴², à Rome. Ce dernier offre, parmi plusieurs activités socioculturelles, des cours de sport gratuits pour les enfants du quartier. Il faut remarquer que dans les deux cas, il s'agit d'une occupation d'espaces urbains abandonnés ou désaffectés, dont les modalités de gestion correspondent à la description des communs urbains.

Figure 5

« Désolé si nous vous avons dérangés », SCuP!, sport et culture populaire.

© SCuP!

Des femmes au centre de la création des communs

- 18 La question du genre dans les dynamiques de création des communs mérite une analyse plus approfondie et à plus grande échelle. Les quelques exemples qui précèdent, touchant les droits à la terre et les droits à la ville, bien qu'émanant de contextes géopolitiques différents, confirment cependant l'importance du nouage entre genre et communs en faveur de la construction d'un imaginaire socioéconomique et politique alternatif. Même lorsque les revendications relatives aux droits des femmes ne sont pas explicitement incluses dans les luttes pour les biens communs, la pratique du *commoning* – avec ses caractéristiques de réinvention et de transformation de l'imaginaire (et de la réalité quotidienne des communautés) – produit un terrain fertile pour ces revendications, et permet aux femmes d'émerger en tant qu'actrices et bénéficiaires de la réinvention, de la création et de la protection des biens communs.
- 19 S'il est vrai que capitalisme et patriarcat participent d'une même oppression des femmes⁴³, la réaction des communs aux politiques et aux dynamiques néolibérales et capitalistes offre un potentiel de transformation des structures patriarcales (plus ou moins explicites) auquel participent les revendications des femmes et les nouveaux espaces, physiques et relationnels, créés par les communs.
- 20 Tout comme la justice environnementale et la justice de genre sont fréquemment associées dans des slogans politiques tels que « *No climate justice without gender justice*⁴⁴ »

et « *No environmental justice without gender justice*⁴⁵ », les justices sociale et économique, étroitement liées aux biens communs urbains, appellent elles aussi l'avènement de la justice de genre⁴⁶. Qu'il s'agisse des biens communs environnementaux (et des ressources naturelles) ou des biens communs urbains (et sociaux), on identifie une relation de réciprocité entre questions de genre et revendication des droits des femmes. Le centre de cette relation est le bouleversement des rôles de genre, produit par l'engagement actif des femmes pour défendre leur droits face à des visées mercantiles, qu'il s'agisse des terres communes menacées par l'accaparement des terres ou par l'exploitation minière, des logements menacés par les expulsions, de la réinvention du droit à la santé en pleine crise économique ou de la création d'espaces culturels et de partage collectifs... Les femmes, particulièrement affectées dans leurs droits, réagissent en (re)construisant les dynamiques communautaires et leurs relations à l'intérieur de la société, ce qui inclue la remise en question des déséquilibres de pouvoir entre hommes et femmes.

- 21 Les femmes autochtones et celles ressortissant des communautés rurales partagent avec les femmes des communautés urbaines une histoire de luttes et d'activisme, qui est partie intégrante d'une lutte plus ample pour la libération des femmes⁴⁷. La contestation d'une approche mercantile, de la terre comme de l'espace urbain, la réinvention des dynamiques communautaires, l'action collective du *commoning* comme alternative politique et culturelle, offrent l'espace et les outils pour faire avancer la libération des femmes et chambouler les relations de pouvoir. La bataille pour les communs ne saurait être gagnante sans l'engagement des femmes.

Figure 6

Les luttes des femmes sont internationales, et elles sont des luttes pour la planète ! Le féminisme, la justice environnementale et les communs font partie de la même lutte ! Journée mondiale des droits des femmes, place de la République à Paris, le 8 mars 2019.

© Laure Boyer / Hans Lucas, distrib. AFP.

NOTES

1. La présente publication montre l'attention croissante portée aux biens communs par plusieurs disciplines. Pour la France, on se contentera de renvoyer à DARDOT Pierre & LAVAL Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014 ; ainsi qu'à CORNU Marie, ORSI Fabienne & ROCHFELD Judith (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017. Le *Dictionnaire des biens communs* présente une vision générale des différentes déclinaisons et approche aux biens communs sur le plan historique, économique, sociale, politique et juridique.
2. DAUPHIN Sandrine & SÉNAC-SLAWINSKI Réjane, « Gender mainstreaming : analyse des enjeux d'un "concept-méthode". Introduction », *Cahiers du genre*, n° 44, vol.° 1, 2008, p. 5-16, disponible en ligne, <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2008-1-page-5.htm> [lien valide en janvier 2021].
3. FEDERICI Silvia, « Women, land struggles, and the reconstruction of the commons », *WorkingUSA*, vol. 14, n° 1, 2011, p. 41-56, disponible en ligne, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1743-4580.2010.00319.x> [lien valide en janvier 2021] ; FEDERICI Silvia, « Feminism and the politic of the commons », in BOLLIER David & HELFRICH Silke (dir.), *The Wealth of the commons. A world beyond market and state*, Amherst (MA), Levellers Press, 2012 ; KISHORE PARTHASARATHY Soma, *A feminist perspective on the commons as process*, Berlin, Heinrich-Böll-Stiftung, 2013 ; CANGELOSI Elisabetta & BIERI Sabin, « Women's land rights and community land rights. Conflicting or converging claims' », intervention au cours de la XVI Biennial IASC Conference « Practicing the commons: self-governance, cooperation, and institutional change » (Utrecht, 10-14 juillet 2017) ; CANGELOSI Elisabetta, « A definition of the commons, between human rights, resistance, and social change », in HALLER Tobias, BREU Thomas, DE MOOR Tine, ROHR Christian, ZNOJ Heinzpeter (dir.), *The Commons in a glocal world. Global connections and local responses*, Londres, Routledge, coll. « Earthscan studies in natural resource management », 2020 ; COGOLATI Samuel & WISNIAK Marlena, *Leuven Centre for Global Governance Studies working paper*, n° 198, « Taking women's rights seriously. The case of commons », 2018.
4. Voir par exemple VANWAMBEKE Estelle, « Ce que l'éco-féminisme nous dit sur la crise écologique », *Oxfam. Magasins du monde* [en ligne], 2018 (31 décembre), <https://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/ce-que-leco-feminisme-nous-dit-sur-la-crise-ecologique/#.XLsbl-j7Rdg> [lien valide en janvier 2021] ; BATALLA CUETO Pablo, « Éco-féminisme, science et décroissance. Entretien avec Yayo Herrero », *Contretemps. Revue de critique communiste* [en ligne], 2019 (8 janvier), <http://www.contretemps.eu/herrero-ecofeminisme-science-decroissance/201> [lien valide en janvier 2021].
5. L'article originel de Silvia Federici – initialement publié en 2010 dans HUGHES Craigh, PEACH Stevie & VAN METER Kevin (dir.), *Uses of a whirlwind. Movement, movements, and contemporary radical currents in the United States*, Oakland, AK Press – a été réédité en 2011 par le site internet *The Commoner* (<https://www.thecommoner.org.uk/>) ; en 2012 dans BOLLIER David & HELFRICH Silke (dir.), *The Wealth of the commons* ; et finalement, réélaboré et publié sous forme de livre : FEDERICI Silvia, *Re-enchanting the world. Feminism and the politics of the commons*, Oakland, PM Press, coll. « Kairos », 2018.
6. Sur la création / invention des biens communs et sur le processus de *commoning*, voir : GOLDMAN Michael, « Inventing the commons. Theories and practices of the commons' professional », in GOLDMAN Michael (dir.), *Privatizing nature. Political struggles for the global commons*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1998 ; DE ANGELIS Massimo, « The production of commons and the "explosion" of the middle class », *Antipode. A radical journal of geography*, vol. 42, n° 4, 2010, disponible en ligne, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1467-8330.2010.00783.x> [lien valide en janvier 2021] ; DE ANGELIS Massimo, « Crisis and

commons today », in BRINCAT Shannon (dir.), *Communism in the 21st Century*, Santa Barbara, Praeger, 2014 ; DE ANGELIS Massimo, *Omnia sunt communia. On the commons and the transformation to postcapitalism*, Londres, Zed Books, 2017.

7. Dans ce contexte je préfère mobiliser le concept de patrimoine immatériel, plutôt que de patrimoine culturel, car dans la plupart des cas le rôle des femmes est lié à la transmission et à la protection de traditions, savoirs et compétences qui font spécifiquement partie de la culture immatérielle.

8. Voir <https://www.landrightsnow.org/fr/about-fr/> [lien valide en janvier 2021].

9. FUYS Andrew, MWANGI Esther & DOHRN Stephan, *Securing common property regimes in a globalizing world. Synthesis of 41 case studies on common property regimes from Asia, Africa, Europe and Latin America*, Rome, International Land Coalition, coll. « The ILC knowledge for change series », 2008.

10. PETERS Pauline E., « Conflicts over land and threats to customary tenure in Africa », *African Affairs*, vol. 112, n° 449, 2013, p. 543-562, disponible en ligne, <https://academic.oup.com/afraf/article/112/449/543/100740?login=true> [lien valide en janvier 2021].

11. FUYS Andrew, MWANGI Esther & DOHRN Stephan, *Securing common property regimes...*

12. PEARCE Fred, *Common Ground. Securing land rights and safeguarding the Earth. A global call to actions on indigenous and community land rights*, Oxford, Oxfam (International Land Coalition, Rights and Resources Initiative), 2016, disponible en ligne, <https://www.landcoalition.org/en/resources/common-ground-securing-land-rights-and-safeguarding-earth/> [lien valide en janvier 2021].

13. PEARCE Fred, *Common Ground*.

14. FUYS Andrew, MWANGI Esther & DOHRN Stephan, *Securing common property regimes...*

15. DE SCHUTTER Oliver, « How not to think of land-grabbing. Three critiques of large-scale investments in farmland », *Journal of peasant studies*, vol. 38, n° 2, « Forum on global land grabbing », 2011, p. 249-279.

16. FUYS Andrew, MWANGI Esther & DOHRN Stephan, *Securing common property regimes...* ; PEARCE Fred, *Common Ground*.

17. L'idée que les droits foncier des femmes soient menacés par les systèmes coutumiers de gestion est non seulement présente dans l'approche d'organisations tels que la Banque Mondiale (voir BRUCE John W., GIOVARELLI Renee, ROLFES Leonard, BLEDSOE David & MITCHELL Robert, *Land law reform achieving development policy objectives*, Washington DC, The World Bank, coll. « Law, justice, and development », 2008), mais également analysée, dans la perspective du risque de renforcement des instances néolibérales comme conséquence d'éventuels attaques féministes (voir FEDERICI Silvia, *Re-enchanting the world*).

18. PEARCE Fred, *Common Ground*.

19. KNIGHT Rachael, ADOKO Judy, AUMA Teresa, KABA Ali, SALOMAO Alda, SIAKOR Silas & TANKAR Issufo, *Protecting community lands and resources. Evidence from Liberia, Mozambique and Uganda*, Rome, International Development Law Organization, 2012.

20. AGARWAL Bina, « Participatory exclusions, community forestry, and gender. An analysis for South Asia and a conceptual framework », *World Development*, vol. 29, n° 10, 2011, p. 1623-1648.

21. Voir <https://www2.cifor.org/gender/> [lien valide en janvier 2021].

22. CUNNINGHAM Myrna, « Indigenous women's visions of an inclusive feminism », *World Development*, vol. 49, n° 1, 2006, p. 55-59.

23. LEFEBVRE Henri, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

24. BRESNIHAN Patrick & BYRNE Michael, « Escape into the city. Everyday practices of commoning and the production of urban space in Dublin », *Antipode. A radical journal of geography* [en ligne], vol. 47, n° 1, 2014, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/anti.12105> [lien valide en janvier 2021] ; BORCH Christian & KORNBERGER Martin (dir.), *Urban Commons. Rethinking the city*, New York, Routledge, coll. « Space, materiality and the normative », 2015 ; CANGELOSI

Elisabetta, « Reshaping spaces and relations. Urban gardening in a time of crisis », *Partecipazione e conflitto*, vol. 8, n° 2, « Special issue. Between resilience and resistance », 2015, p. 392-416 ; FESTA Daniela, « Les communs urbains. L'invention du commun », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 16, 2016, p. 233-256, disponible en ligne, <https://journals.openedition.org/traces/6636> [lien valide en janvier 2021] ; FOSTER Sheila & IAIONE Christian, « The city as a commons », *Yale law & policy review* [en ligne], n° 281, 2015, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2653084# [lien valide en janvier 2021] ; IAIONE Christian, « Governing the urban commons », *Italian Journal of public law*, vol. 7, n° 1, 2015, p. 170-223, disponible en ligne, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2589640 [lien valide en janvier 2021].

25. FESTA, Daniela, « La critique des communs urbains aux institutions de la propriété : l'insurrection qui vient ? », *Green European Journal*, vol. 14, « Finding common ground », 2016, p. 46-53, disponible en ligne, <https://www.greeneuropeanjournal.eu/la-critique-des-communs-urbains-aux-institutions-de-la-proprietee-linsurrection-qui-vient/> [lien valide en janvier 2021].

26. BARSLUND Mikkil, DI BARTOLOMEO Anna & LUDOLPH Lars, *Gender inequality and integration of non-EU migrants in the EU*, Bruxelles, CEPS, coll. « Policy insights », 2017, disponible en ligne, <https://www.ceps.eu/ceps-publications/gender-inequality-and-integration-non-eu-migrants-eu/> [lien valide en janvier 2021] ; FREITAS Any, GODIN Marie, HEYSE Petra & PAUWELS Fernando, « Explaining female migration and integration patterns. A transversal analysis », in TIMMERMAN Christiane, MARTINIELLO Marco, REA Andrea & WETS Johan (dir.), *New Dynamics in female migration and integration*, Londres, Routledge, coll. « Routledge research in gender and society », 2015, p. 207-234.

27. FESTA Daniela, « La critique des communs urbains... ».

28. Les exemples mentionnés proviennent partiellement des recherches effectuées en relation avec l'article CANGELOSI Elisabetta, « Reshaping spaces... » ; ainsi que des données collectées lors des journées d'étude « Les communs et la cité. Rencontres itinérantes » organisées par le LPED, Dar Lamifa, La Plateforme, Pensons le matin, B.A.Balex et Un centre-ville pour tous (Marseille, 8-9 décembre 2017), <http://www.mucem.org/programme/les-communs-et-la-cite> [lien valide en janvier 2021] ; et de la session « Communs et municipalités » du séminaire « EnCommuns » organisé par le Centre d'économie de l'université Paris-Nord (CEPN) (Paris, 31 mai 2018), <https://cepn.univ-paris13.fr/704-seminaire-encommun-eau-bien-commun-2/> [lien valide en janvier 2021].

29. « Plate-forme des personnes touchées par l'hypothèque », voir : <https://afectadosporlahipoteca.com/> [lien valide en janvier 2021].

30. DELGADO Lucía (dir.), « Radiografías de la situación del derecho a la vivienda, la pobreza energética y su salud en Barcelona », rapport d'étude, Barcelone, PAH BCN / Alianza contra la pobreza energética (APE) / Observatorio DESC / Ingenieros sin fronteras (ESF) / Agencia de salud pública de Barcelona (ASPB), 2018.

31. Données sur le rôle des femmes dans la PAH collectées lors des entretiens informels dans le cadre du séminaire « Our common social future » organisé par transform! europe / Asia Europe People's Forum (AEPF, Social Justice Cluster) / Global Social Justice / Institute for Political Ecology / Fundació L'Alternativa / Barcelona en comú / Fighting Inequality Alliance / Tax Justice Alliance Asia / Asean Parliamentarians for Human Rights / Union general de trabajadores (UGT) / Comisiones Obreras (CCOO) / Network for Transformative Social Protection (Barcelone, 8-10 juin 2018), <https://www.transform-network.net/en/calendar/event/our-common-social-future/> [lien valide en janvier 2021].

32. Un exemple de mobilisation féminine et de création de communauté, parmi plusieurs autres, est décrit par un article paru dans le quotidien *Público* : SAIZ Marta, « Mujeres luchando por una vivienda digna », *Público* [en ligne], 2018 (10 août), <https://www.publico.es/sociedad/barcelona-vivienda-digna.html> [lien valide en janvier 2021].

33. ATENCIO Graciela (entretien avec COLAU Ada), « En la PAH hay un claro protagonismo de las mujeres », *Feminicidio.net* [en ligne], 2013 (22 novembre), <https://feminicidio.net/articulo/ada-colau-%E2%80%9C-la-pah-hay-claro-protagonismo-las-mujeres%E2%80%9D> [consulté en avril 2019, lien invalide en janvier 2021].
34. Voir <http://www.teatrovalleoccupato.it/> [lien valide en janvier 2021].
35. BELINGARDI Chiara & CASTELLI Federica (dir.), *Città. Politiche dello spazio urbano*, Rome, IAPh Italia, 2016,
36. Par exemple, le spectacle « E' tutta colpa delle madri » de Erika Z. Galli & Martina Ruggeri, produit par Industria Indipendente et Teatro Valle Occupato avec le patronage d'Amnesty International, en janvier 2014 : <https://fattiditeatro.it/e-tutta-colpa-delle-madri-il-nuovo-spettacolo-di-industria-indipendente-debutta-sabato-12-gennaio-al-teatro-valle/> [lien valide en janvier 2021].
37. Voir, exprimées via Facebook par exemple, les positions du Teatro Valle sur la législation italienne en matière de féminicide et au sujet du *pink washing* : <https://www.facebook.com/teatrovalleoccupato/photos/a.231646873526066/698244820199600/?type=1&theater> [lien valide en janvier 2021].
38. « Queer infection », l'une des sections du festival « GendErotica 2013. Contamination of queer art », organisé par le groupe *queer gender drag Eyes Wild Drag*, pu compter sur la collaboration du Teatro Valle Occupato. Voir http://www.teatrovalleoccupato.it/genderotica-festival-contaminazioni-di-arte-queer_31-maggio-2-giugno-2013 et <https://www.femininemoments.dk/blog/italy-queer-infection-genderotica-2013/> [liens valides en janvier 2021].
39. PALTASINGH Tattwamasi & LINGAM Lakshmi, « “Production” and “reproduction” in feminism. Ideas, perspectives and concepts », *IIM Kozhikode society & management review*, vol. 3, n° 1, 2014, p. 45-53 ; DUFFY Mignon, « Doing the dirty work. Gender, race, and reproductive labor in historical perspective », *Gender & Society*, vol. 21, n° 3, 2007, p. 313-336.
40. Voir <http://www.mkiellinikou.org/en/> [lien valide en janvier 2021].
41. Sur la réponse de la société civile grecque à la crise économique et sociale liées aux programmes d'austérité, voir : CLARKE Jennifer, HULIARAS Asteris & SOTIROPOULOS Dimitri A. (dir.), *Austerity and the third sector in Greece. Civil society at the European frontline*, Londres, Routledge, coll. « Southeast European studies », 2017.
42. Voir <http://scupsportculturapolare.it/category/main/> [lien valide en janvier 2021].
43. HARTMANN Heidi, « Capitalism, patriarchy, and job segregation by sex », *Signs*, vol. 1, n° 3, partie 2, « Women and the workplace. The implications of occupational segregation », 1976, p. 137-169 ; EISENSTEIN Zillah, « Constructing a theory of capitalist patriarchy and socialist feminism », *Insurgent sociologist*, vol. 7, n° 3, 1977, p. 3-17 ; JOHNSON Carol, « Does capitalism really need patriarchy? Some old issues reconsidered », *Women's studies international forum*, vol. 19, n° 3, 1996, p. 193-202.
44. TERRY Geraldine, « No climate justice without gender justice. An overview of the issues », *Gender and Development*, vol. 17, n° 1, « Climate changes and climate justice », 2009, p. 5-18, disponible en ligne, https://www.jstor.org/stable/27809203?seq=5#metadata_info_tab_contents [lien valide en janvier 2021].
45. SWEETMAN Caroline & EZPELETA Maria, « Introduction. Natural resource justice », *Gender and development*, vol. 25, n° 3, « Natural resource justice », p. 353-366.
46. HARCOURT Wendy, « Editorial. No economic justice without gender justice », *Development*, vol. 55, n° 3, 2012, p. 257-259, disponible en ligne, <https://link.springer.com/article/10.1057%2Fdev.2012.49> [lien valide en janvier 2021].
47. CUNNINGHAM Myrna, « Indigenous women's visions of an inclusive feminism ».

RÉSUMÉS

Cet article analyse le lien, peu exploré, entre justice de genre, droits des femmes et biens communs. Cela en explorant deux domaines principaux : les droits à la terre et justice environnementale d'un côté, et les biens communs urbains et les espaces culturels de l'autre. L'analyse se focalise sur le rôle des femmes dans la création et protection des communs, ainsi que sur l'impact du « *commoning* » sur les droits des femmes. En particulier l'article met en évidence l'importance de la perspective de genre pour analyser les biens communs en relation au patrimoine immatériel.

The article analyses the only partially explored nexus between gender justice, women rights and the commons. It does so focusing on two main areas: land rights and environmental justice, on the one hand, and urban commons and cultural spaces, on the other hand. The analysis insists on the role of women in the creation and protection of the commons, as well as on the impact of “commoning” on women’s rights. In particular, it highlights the relevance of a gender perspective to look at the commons as part of intangible heritage.

INDEX

Keywords : women’s rights, gender justice, feminism, commons, land rights, community land, environmental justice, intangible heritage, city rights, urban commons

Mots-clés : droits de femmes, justice de genre, féminisme, biens communs, droits à la terre, terres communautaires, justice environnementale, patrimoine immatériel, droits à la ville, biens communs urbains

AUTEUR

ELISABETTA CANGELOSI

Chercheuse indépendante, consultante sur la question du genre auprès de l’International Land Coalition